

**CRÉDIT À LA CONSOMMATION**

# La centrale des risques et le taux d'intérêt bancaire à l'origine du retard

**Attendue pour le début de ce mois de Ramadhan, puis reportée à la prochaine rentrée sociale, l'entrée en vigueur du crédit à la consommation risque de connaître un autre report. La cause ? Le retard enregistré dans la mise en place de la centrale des risques et le désaccord né entre banques publiques et privées concernant le taux d'intérêt à appliquer.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Le principe de la décision du retour du crédit à la consommation a été pris lors des travaux de la 17<sup>e</sup> réunion tripartite qui s'est tenue en décembre 2014.

En avril 2015, le groupe de travail en charge de finaliser le dossier rend ses conclusions et la 18<sup>e</sup> tripartite valide officiellement le retour du crédit à la consommation.

En mai de la même année, un décret définissant les conditions et modalités du crédit à la consommation est publié dans le Journal officiel. Le décret en question contient 21 articles portant l'éligibilité des entreprises et des produits, l'offre de crédit, le contrat de crédit, le remboursement anticipé et le cas de défaillance de l'emprunteur.

Selon la même source, «ce texte a pour objet de définir les conditions et les modalités d'octroi du crédit à la consommation aux particuliers, destiné aux biens et services, dans le cadre de la relance des activités économiques».

Le crédit à la consommation est, ainsi, défini comme toute vente de bien ou service dont le paiement est échelonné, différé ou fractionné. Les particuliers bénéficiaires de cette forme de prêt sont toute per-

sonne physique qui, pour l'acquisition d'un bien ou d'un service, agit dans un but privé en dehors de ses activités commerciales, professionnelles ou artisanales. Par ailleurs, le texte précise, dans son article 4, que les entreprises éligibles au crédit à la consommation sont celles qui exercent une activité de production ou de service sur le territoire national, et qui produisent ou assemblent des biens destinés à la vente aux particuliers et qui vendent avec factures. Ainsi, l'annonce du retour du crédit à la consommation a suscité un immense engouement tant chez le consommateur que chez les revendeurs, voire les producteurs. Or, le retard pris dans son application a soulevé des questionnements. Il semble que ce retard s'explique par deux raisons.

La première est relative à la mise en place de la centrale des risques. «Le lancement a été reporté vu le retard que connaît la réalisation de la centrale des risques, qui sera le seul moyen de contrôle pour savoir si un demandeur d'un crédit en a déjà contracté un en cours de remboursement ou pas», a-t-on indiqué. En effet, un retard important a été enregistré dans ce domaine. D'ailleurs, lors de son



Le crédit à la consommation suscite un engouement chez le consommateur.

dernier passage devant la deuxième chambre, le gouverneur de la Banque d'Algérie, M. Mohamed Laksaci, avait laissé entendre qu'il y aura un retard dans la réalisation de la centrale et qu'un report de l'entrée en vigueur du crédit à la consommation ne serait pas écarté. «On va créer une centrale entièrement nouvelle sous tutelle de la Banque d'Algérie», avait-il précisé avant d'ajouter qu'une opération de modernisation touche la centrale déjà existante. «Le lancement de la centrale des risques est précédé par des préparatifs intenses», a

encore indiqué le gouverneur. La seconde cause de ce retard est le différend né entre banques publiques et privées au sujet du taux d'intérêt à appliquer.

En effet, les banques publiques et privées se sont lancées dans une guerre commerciale pour établir les taux d'intérêts qui vont tous être fixés, ajoute la même source, au-dessus de 5%, car le taux de réescompte (le taux versé par ces établissements à la Banque d'Algérie sur chaque prêt) est généralement fixé à 4,50%. Or, cette question n'est toujours pas tranchée en haut

lieu. Lors de son dernier passage sur les ondes de la Chaîne 3, le président de l'ABEF, M. Djebbar, avait indiqué «qu'il n'y a pas de taux fixé initialement. Chaque banque établira son taux d'intérêt, selon le produit acheté».

Les propos de M. Djebbar dénotent du cafouillage au sujet de l'application du taux d'intérêt à appliquer. Il reste à savoir si l'année 2015 verra le retour du crédit à la consommation après sa suppression en 2009 ou alors il faut attendre 2016.

A. B.

**PERMANENCE DES COMMERÇANTS DURANT LES FÊTES DE L'AÏD**

## La directive de Benyouunès respectée ?

**Contrairement aux années précédentes, la permanence des commerçants assurée durant les fêtes de l'Aïd el-Fitr a été respectée, selon plusieurs sources.**

La directive du département du commerce a été cette fois-ci respectée, pour les activités relevant de l'utilité publique, telles que le transport, les pharmacies de garde... Selon les mêmes sources, le département du commerce avait fixé comme objectif la «réquisition» de 30 000 commerçants, dont 10 000 boulangers. L'opération a été assurée en étroite collaboration avec l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA).

A noter que cette année, l'Aïd el-Fitr a coïncidé avec le congé hebdomadaire. Une donne qui a quelque peu facilité la directive des pouvoirs publics. Cependant, en dépit des mesures restrictives prises par le ministère du Commerce ces deux dernières années, le phénomène de fermeture est quelque peu significatif particulièrement dans les grandes villes.

Les fermetures constatées dès le premier jour de l'Aïd coïncident avec les départs en congé annuel.

Or, la nouvelle loi régissant les activités du commerce définit la gestion de la permanence même en période de congé annuel sans compter l'article 41 bis de la loi de 2004 qui institue une obligation de la permanence. Toujours est-il que le



Le non-respect de la permanence est sanctionné par une amende.

nouveau dispositif de fermeture de commerces pour congés hebdomadaire et annuel et durant les jours fériés pour certaines activités de

production, de distribution et de services, vise à assurer l'approvisionnement régulier de la population en produits de large consommation et

de services. Pour rappel, un texte de loi amendant et complétant la loi 04-08 du 14 août 2004 fixant les conditions d'exercice des activités commerciales avait été adopté en 2014 par les deux chambres du Parlement.

Cette loi oblige les commerçants à observer une permanence pendant les fêtes officielles et congés pour assurer un approvisionnement régulier des citoyens en produits de large consommation.

A ce titre et conformément aux dispositions de cette nouvelle loi, chaque wali est tenu d'organiser par arrêté dans sa wilaya les permanences d'ouverture des commerces durant les jours fériés. Par ailleurs, il est utile de rappeler que le calendrier des ouvertures de commerces les jours de l'Aïd el-Fitr est élaboré au niveau local et approuvé par les walis, puis notifié aux commerçants.

Pour d'autres sources, les défaillances jusque-là enregistrées

se situent au niveau des APC qui «n'accompagnent pas le dispositif mis en place par le département du commerce». «Cette année, c'est différent», estime le département d'Amara Benyouunès, qui a informé, une semaine à l'avance, les commerçants concernés par la permanence.

Enfin, pour régler le problème des fermetures anarchiques durant la période des congés et des jours fériés, le nouveau texte de loi prévoit une amende allant jusqu'à 300 000 DA contre les contrevenants. L'article 41 bis introduit par le ministère du Commerce dans la loi de 2004 institue une obligation de la permanence, dont le non-respect est sanctionné par une amende allant de 300 000 DA à 50 000 DA.

Les nouvelles dispositions exposent toutefois le contrevenant à une amende de transaction d'un montant de 100 000 DA.

A. B.

**POUR LE MINISTÈRE DU COMMERCE**

## Le programme de permanence «quasiment respecté»

La quasi-totalité des commerçants réquisitionnés pour assurer un approvisionnement régulier en produits alimentaires et services de large consommation durant les deux jours de l'Aïd el-Fitr ont respecté le programme de permanence, a indiqué hier à l'APS le ministère du Commerce.

Plus précisément, 99,61% des 27 114 commerçants mobilisés ont respecté la permanence durant les deux jours de l'Aïd, selon la même sour-

ce. Il s'agit de 4 506 boulangers, de 15 791 commerçants activant dans l'alimentation générale et les fruits et légumes, de 6 417 opérateurs dans des activités diverses.

En outre, 400 unités de production dont 133 laiteries, 235 minoteries et 32 unités d'eau minérale ont également été concernées par ce programme de permanence.

En plus, 2 010 agents de contrôle ont été mobi-

lisés pour assurer le suivi de la mise en œuvre du programme des permanences, devenues obligatoires depuis 2013.

La loi relative aux conditions d'exercice des activités commerciales prévoit la fermeture des locaux commerciaux pour une durée d'un mois assortie d'une amende allant de 30 000 à 200 000 DA contre les contrevenants.

APS